

PIÈCE JOINTE A

PLAN D'ACTION

**COMITÉ D'ACTION
DU PREMIER MINISTRE**

**COMITÉ D'ACTION DU PREMIER MINISTRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA PÉNINSULE ACADIENNE**

le 8 décembre 1999

I Mise en situation

La Péninsule acadienne est en crise économique. Aux prises avec un taux de chômage chroniquement élevé, la Péninsule acadienne a, en matière de développement, des besoins uniques qui ne peuvent pas être satisfaits par des solutions miracles ou des stratégies génériques de développement. Afin de combattre le chômage et de favoriser la croissance socioéconomique, une économie comme celle de la Péninsule acadienne, basée sur l'exploitation saisonnière des ressources, a besoin d'une approche sur mesure pour s'adapter au changement économique.

Le défi est de taille. Il faut stabiliser et maximiser l'économie actuelle et former les gens pour qu'ils puissent occuper les emplois existants et ceux de l'avenir, dans les secteurs traditionnels et les nouvelles industries. Il faut initier les entreprises aux nouvelles technologies et leur procurer les outils nécessaires pour améliorer l'application et l'utilisation de ces technologies. En même temps, il faut prendre les mesures nécessaires pour accélérer le développement de la nouvelle économie afin de créer des emplois stables, rémunérateurs et à longueur d'année pour ainsi améliorer la qualité de la vie dans la Péninsule acadienne. Autrement, l'exode des jeunes de la Péninsule se poursuivra sûrement.

Il faudra créer des partenariats durables entre tous les intervenants pour arriver à un véritable développement communautaire et régional dans la région de la Péninsule. Un nouvel esprit d'entrepreneuriat pourrait permettre d'établir de nouvelles compagnies, d'innover, ainsi que de développer de nouveaux produits, services et marchés.

II Vers une approche concertée pour le développement de la Péninsule acadienne

Pour réussir, le développement social et économique de la Péninsule acadienne exige l'engagement de tous les intervenants : une approche généreuse, un sens d'appartenance et de coopération, ainsi qu'un esprit de solidarité. C'est la population de la Péninsule acadienne, par ses idées et ses connaissances, qui sera la force motrice de ce développement.

Par le passé, les efforts visant à revitaliser la Péninsule acadienne étaient centrés sur des programmes et menés par divers ministères qui agissaient isolément. Une telle approche, malgré les bonnes intentions et les dépenses considérables, n'a pas fonctionné.

Pour la première fois, un plan régional qui intègre les ressources financières et humaines de tous les ministères fédéraux et provinciaux a été élaboré pour atteindre un but commun, soit le développement économique et social de la Péninsule acadienne. Il s'agit d'une approche axée sur les gens plutôt que sur le système.

Le plan n'a pas été dressé à Fredericton pour la population de la Péninsule. Il a été élaboré en consultation avec les intervenants régionaux et il a recueilli l'adhésion et l'engagement de la collectivité de la région. Il prend appui sur les principaux points forts de la région et les possibilités pour l'avenir. C'est un plan axé sur le développement des ressources humaines et économiques, appuyé par une infrastructure stratégique et la recherche appliquée.

Fort de l'appui de la population de la Péninsule acadienne, le gouvernement a adopté une approche intégrée proposant des mesures spéciales pour remédier à la situation que connaît actuellement la Péninsule acadienne. Cette approche amènera la collectivité locale et tous les ordres de gouvernement à déployer des efforts coordonnés pour développer la Péninsule acadienne. Elle permettra à la région de passer de la dépendance et de l'apathie à la durabilité et au renforcement de l'autonomie.

Le **Comité d'action du premier ministre** s'assurera de l'engagement de tous les ministères et organismes du gouvernement provincial au développement et à la mise en œuvre d'un plan d'action qui cible le développement économique et social de la Péninsule acadienne.

Le Comité d'action du premier ministre bénéficiera du soutien du gouvernement fédéral pour développer le tissu socioéconomique de la Péninsule.

Un **Forum des élus** regroupera tous les élus représentant la Péninsule acadienne : niveau fédéral et provincial et de tous les partis politiques. Il comprendra les parlementaires provinciaux et fédéraux, les ministres, les maires et les représentants de secteurs non constitués en municipalité. Le forum sera le véhicule pour faire connaître au comité d'action les intérêts et priorités de la collectivité.

En outre, le **Conseil des pêches de la Péninsule acadienne** regroupera tous les intervenants régionaux dans le secteur des pêches afin d'examiner les problèmes dans ce secteur économique critique et d'y apporter des solutions. L'importance du secteur des pêches pour l'économie globale de la région, à raison de 22 % des emplois et de 23 % des revenus d'emploi, ainsi que les crises qui surviennent presque tous les ans dans ce secteur justifient la création de ce conseil.

Les trois groupes représentent une approche descendante et ascendante pour répondre aux besoins de la Péninsule acadienne. De concert avec les gens de la collectivité et leurs « champions », ces groupes mettront en œuvre un plan d'action qui intègre les programmes et efforts gouvernementaux aux priorités communautaires en vue de prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation de la Péninsule acadienne.

Le plan d'action est une stratégie à long terme qui établit des objectifs à court, à moyen et à long terme, démarrant tous en même temps, pour relever les défis qui se posent à la région. Le plan met l'accent sur une approche intégrée guidée par le développement de l'économie et des ressources humaines et appuyée par une infrastructure stratégique et la recherche appliquée. Même si des résultats concrets seront obtenus à court, à moyen et à long terme, les efforts commenceront immédiatement en vue de mettre en œuvre toutes les mesures et tous les objectifs définis dans le plan d'action.

Les objectifs à court terme sont centrés sur la diversification de secteurs clés tels que la transformation des métaux, les matières plastiques et les textiles, ainsi que sur les projets de valeur ajoutée dans les secteurs des pêches et de la tourbe. Toutes les ressources gouvernementales seront mobilisées, dans une approche intégrée, pour développer chaque

secteur grâce à la formation juste à temps, à la recherche appliquée et à l'aménagement de l'infrastructure.

Les objectifs à moyen terme sont centrés sur le développement de nouveaux secteurs et l'expansion de secteurs existants, tels que l'économie du savoir, l'aquaculture, l'agroalimentaire et le tourisme. Le développement d'une culture entrepreneuriale est aussi une priorité. La réalisation de tels objectifs exigera de fournir des programmes de formation axés sur les emplois de l'avenir, de répondre aux besoins de recherche et développement de secteurs nouveaux et naissants, ainsi que d'investir dans l'infrastructure afin d'appuyer et de favoriser les investissements et l'expansion des entreprises.

Les objectifs à long terme visent à modifier le tissu socioéconomique de la Péninsule acadienne. De tels efforts assureront que la population active de la Péninsule soit prête pour les emplois de demain.

Le plan d'action aligne l'approche du gouvernement sur le développement communautaire plutôt que sur l'administration de programmes. Le plan d'action, au lieu de préconiser une approche générique, vise plutôt à répondre aux besoins particuliers de la région. Pour la première fois, les ministères à vocation sociale et économique consacrent leurs énergies et ressources à un plan entièrement intégré pour atteindre un but commun en vue de développer la Péninsule acadienne.

III Objectifs à court terme : diversification économique

La Péninsule, comme la plupart des régions rurales, a une économie basée sur les ressources. Elle se distingue par sa forte dépendance par rapport à un seul secteur, celui des pêches. Le secteur des pêches demeure un élément clé de l'économie de la Péninsule acadienne. Toutefois, l'absence d'une diversification dans ce secteur a suscité des problèmes, notamment le manque d'emplois à longueur d'année. Le secteur des pêches et la base économique actuelle n'ont pas réussi à créer ou à protéger suffisamment d'emplois pour absorber la main-d'œuvre, d'où le taux de chômage élevé continu, particulièrement chez les jeunes de la région.

Le plan d'action définit trois objectifs pour la diversification économique :

- **développer des projets à valeur ajoutée dans les secteurs traditionnels ;**
- **diversifier et développer les secteurs tels que les textiles, les matières plastiques et la transformation des métaux ;**
- **développer des PME locales.**

Le comité d'action se concentrera sur la réalisation des objectifs établis par la collectivité dans le plan d'action. Même si d'autres initiatives et projets de développement sont souhaitables, les fonds limités et le besoin de bien cibler les efforts obligent le gouvernement à consacrer ses énergies à la réalisation des objectifs à court, à moyen et à long terme définis dans le plan d'action.

Un élément clé de la diversification économique est la formation juste à temps de la population active pour répondre à la demande de main-d'œuvre qualifiée. Pour satisfaire cette demande, le plan d'action propose des mesures qui aideront les employeurs :

- **rendre le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick plus accessible dans la région de la Péninsule ;**
- **assurer une formation adaptée ou très spécialisée pour répondre aux besoins particuliers des entreprises.**

Le transfert du savoir entre les chercheurs et les entrepreneurs est un autre élément essentiel au développement économique de la Péninsule acadienne. Dans les industries des pêches et de la tourbe, secteurs à la base même de l'économie de la Péninsule acadienne, l'innovation ainsi que l'acquisition et l'utilisation productive de nouvelle information sont indispensables pour que les entrepreneurs puissent demeurer concurrentiels. La priorité sera accordée à la recherche appliquée, qui mène plus directement à la création d'emplois.

La Péninsule acadienne compte trois centres de recherche : l'Aquarium et le Centre marin (ACM), le Centre de recherche et développement des produits marins Inc. (CRDPM) et le Centre de recherche et développement de la tourbe Inc. (CRDT). Ces centres sont des atouts stratégiques pour les industries des pêches et de la tourbe dans la région. De plus, il importe de signaler aussi les activités de développement et de recherche entreprises sur le campus de Shippagan de l'Université de Moncton.

La Péninsule acadienne a beaucoup de chance d'avoir les ressources humaines et l'infrastructure nécessaires pour effectuer de la recherche appliquée dans ses secteurs économiques clés. L'industrie doit participer plus directement à l'utilisation et au développement de tels atouts. Les centres de recherche doivent également commercialiser à l'extérieur de la région afin de développer une nouvelle clientèle commerciale pour leurs services et d'accroître la sensibilisation et la crédibilité au niveau local.

Pour atteindre les objectifs de diversification à court terme, le plan d'action propose :

- **de maximiser l'utilisation de l'infrastructure actuelle pour la recherche dans les secteurs des pêches et de la tourbe ;**
- **de centraliser l'infrastructure stratégique afin de maximiser les avantages pour la région ;**
- **d'accroître la visibilité et l'utilisation locales des établissements actuels de recherche et développement ;**
- **de cibler et de renforcer la recherche appliquée dans les secteurs des pêches et des ressources de la tourbe.**

Au cours des deux premières années du renouveau social et économique de la Péninsule acadienne, un pourcentage élevé du Fonds de développement économique de la Péninsule acadienne servira à appuyer la diversification, ce qui permettra de créer des emplois permanents à longueur d'année. De plus, pour faciliter la réalisation des objectifs de diversification économique, le gouvernement verra à :

- assouplir les programmes ordinaires d'aide à l'entreprise, afin de répondre aux besoins particuliers de la Péninsule acadienne.

IV Objectifs à moyen terme : ressources humaines, pour répondre aux besoins de l'économie de demain

Afin de répondre aux besoins de l'économie de demain, le gouvernement et la collectivité de la Péninsule acadienne doivent se pencher sur les besoins des nouvelles entreprises ainsi que sur les besoins spéciaux des jeunes, des femmes et de la population vieillissante de la Péninsule acadienne.

Afin de satisfaire aux besoins sociaux de la population active et aux besoins économiques des entreprises de la Péninsule acadienne, le plan d'action comporte les éléments suivants :

- accroître les possibilités de formation dans les métiers ;
- investir des fonds dans les programmes postsecondaires dans les nouveaux secteurs ;
- offrir des solutions innovatrices pour répondre aux besoins de la population active, en améliorant la disponibilité de services de garderie, de transport et de prestations pour soins de santé ;
- lancer une stratégie de sensibilisation et d'amélioration de l'image de marque, afin d'améliorer la perception et le profil de la Péninsule aux yeux de la population même et de favoriser le consensus communautaire.

À moyen terme, les efforts de formation pour la main-d'œuvre apte aux emplois de l'avenir cibleront les personnes qui possèdent au moins un diplôme d'études secondaires.

Pour développer de nouvelles industries et réduire la dépendance de la Péninsule acadienne envers l'industrie traditionnelle basée sur les ressources, il faudra investir à moyen terme dans la formation et l'infrastructure afin de développer une économie plus diversifiée.

Le plan d'action prévoit trois objectifs pour la diversification économique à moyen et à long terme :

- développer les secteurs de l'aquaculture, de l'agroalimentaire et du tourisme ;
- développer l'économie du savoir ;
- créer dans la Péninsule acadienne une culture et une mentalité axées sur le savoir et l'entrepreneuriat ;
- développer les outils de commercialisation et de promotion nécessaires pour attirer des investissements commerciaux.

Pour répondre aux besoins en recherche et développement des nouveaux secteurs, le plan d'action tient compte du besoin

- d'accroître la capacité de recherche dans la région; et
- de fournir l'accès à l'innovation aux entrepreneurs, peu importe le secteur d'activité économique, pour permettre une utilisation productive des nouvelles technologies en vue de lancer une entreprise ou de développer pleinement une entreprise existante.

Il faut aussi investir dans l'infrastructure pour attirer des investissements et assurer l'expansion des entreprises, de façon à tirer le maximum d'avantages pour le développement des secteurs clés de la future économie de la Péninsule acadienne.

V Objectifs à long terme : formation et éducation, clés de l'avenir

Le recensement de Statistique Canada de 1996 montre que 30,3 % de la population de la Péninsule acadienne compte moins de neuf années de scolarité, par contraste avec la moyenne provinciale de 16,5 %.

Selon une étude menée par Développement des ressources humaines Canada, il y aussi un lien entre le niveau de scolarité et la probabilité de se retrouver dans un emploi saisonnier. L'étude montre que 42 % des travailleurs ayant moins d'une 9^e année occupent un emploi saisonnier, contre 24 % pour ceux ayant d'une 9^e à une 12^e année, 13 % pour ceux ayant fait des études postsecondaires et 8 % seulement pour ceux ayant fait des études universitaires.

Le décrochage scolaire est lui aussi très inquiétant. Au cours des deux dernières années, la Péninsule acadienne (district 9) a enregistré, pour les élèves de la 7^e à la 12^e année, le plus haut taux de décrochage scolaire dans la province.

La situation est claire. Pour que la population de la Péninsule acadienne puisse aspirer à des emplois à longueur d'année, il faut absolument rehausser les niveaux actuels d'éducation dans la région. Cela exigera la coopération de tous les intervenants dans les domaines de l'éducation et de la formation. Il faut sensibiliser l'ensemble de la population à l'importance de l'éducation et de la formation pour le développement socioéconomique de la région. Plus précisément, le plan d'action prendra les mesures suivantes :

- rendre la formation et l'éducation plus accessibles dans toute la région ;
- se pencher sur les besoins spéciaux de formation ou de recyclage des personnes sous-employées et de la main-d'œuvre âgée ;
- s'attaquer aux causes systémiques du taux élevé de décrochage au niveau secondaire et du problème de l'analphabétisme ;
- intensifier les efforts pour rehausser les niveaux d'éducation, de la maternelle à la 12^e année ;
- mettre en oeuvre des programmes d'intervention précoce, de la 1^{re} à la 6^e année, afin de favoriser pour les enfants un milieu propice à l'apprentissage.

Afin de promouvoir la diversification économique dans la Péninsule acadienne et de capitaliser sur les nouvelles tendances et technologies à l'avenir, un thème clé du plan d'action est le recentrage et la restructuration des capacités de recherche et développement dans la Péninsule. Le plan d'action prévoit

- appuyer la restructuration et rationalisation des établissements de recherche et développement dans la région pour permettre de maximiser les ressources et l'infrastructure en matière de recherche et développement ;

- appuyer le campus de Shippagan de l'Université de Moncton dans ses activités de recherche et développement qui favorisent la croissance économique et sociale de la Péninsule acadienne.

Dans les efforts prévus de promotion de la recherche et développement comme outil de développement économique pour la Péninsule acadienne, le plan d'action accordera une priorité spéciale aux projets émanant des activités de recherche et développement de la Péninsule acadienne. Une attention particulière sera accordée à la concertation en recherche et développement entre les établissements de recherche et développement et le secteur privé, lorsque ces efforts visent la diversification de la base des ressources et la mise au point de nouveaux produits ayant un grand potentiel de commercialisation.

Les futurs projets d'infrastructure requis pour le développement social et économique de la région seront appuyés de façon stratégique afin d'assurer l'adoption d'une approche entièrement intégrée pour le développement de la Péninsule acadienne. Par exemple, compte tenu de l'importance à long terme de l'économie du savoir pour la croissance de la Péninsule acadienne, un Institut de développement communautaire et de réseautage sera établi pour servir de tremplin et de centre de ressource et d'incubation pour une économie du savoir dans la région.

VI Mise en oeuvre

Un fonds spécial de 25 millions de dollars échelonné sur cinq ans s'impose pour réaliser la vision du gouvernement en ce qui a trait au développement social et économique de la Péninsule acadienne. Le fonds proposé viendra s'ajouter aux budgets ordinaires des ministères.

Le fonds proposé appuiera, dans la Péninsule acadienne, les initiatives de développement social et économique conformes aux objectifs du plan d'action. Le fonds servira principalement à fournir du financement supplémentaire pour répondre aux besoins en aménagement d'infrastructure et en recherche et développement pour ce qui a trait à la diversification économique.

En outre, le fonds pourra fournir un supplément aux programmes gouvernementaux actuels d'aide à l'entreprise et assurera la flexibilité pour que les projets puissent aller de l'avant. Le fonds vise à maximiser l'utilisation efficace des programmes gouvernementaux actuels et à offrir un financement supplémentaire seulement lorsque les besoins particuliers l'exigent.

Le fonds s'appliquera surtout aux projets dans les secteurs prioritaires et fournira une aide visant les initiatives stratégiques de formation, tel qu'il est indiqué dans le plan de développement de la région.